

L'ajournement

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, il y a quelque temps, je posais une question au sujet de l'hypocrisie du gouvernement qui annonçait un programme de 136 millions de dollars s'échelonnant sur quatre ans pour combattre la violence familiale et qui réduisait parallèlement de 155 millions de dollars les paiements de transfert aux provinces sur une période de deux ans. Seuls 49 millions de dollars prévus dans ce programme seront effectivement engagés avant les prochaines élections.

Il n'est pas nécessaire d'être mathématicien pour constater que les conservateurs imposent des réductions trois fois plus grandes que les fonds qu'ils débloquent.

Ces pertes de 155 millions de dollars en paiements de transfert, c'est le chiffre même du gouvernement. Quant aux provinces, elles estiment perdre quelque deux milliards de dollars.

Le Régime d'assistance publique du Canada finance les garderies, les refuges pour femmes battues ainsi que l'aide sociale.

Pourquoi le gouvernement mène-t-il sa lutte contre le déficit aux dépens des femmes battues, des enfants et des nécessiteux de tout le pays?

L'ancien ministre des Finances disait que le gouvernement effectuait ces compressions afin que nos enfants n'aient pas à payer plus tard. Mais nos enfants paient déjà. Je veux parler des enfants laissés seuls à la maison parce que leurs parents n'ont pas les moyens de leur offrir des services de garde. Les enfants qui font la queue avec leur mère seule devant une banque d'alimentation paient déjà le prix. Ce sont ces gens-là qui font les frais des politiques gouvernementales.

Telle est la mentalité du gouvernement conservateur qui ne semble pas comprendre ce qu'est l'aide sociale. Il ne s'agit pas de jeter quelques dollars aux nécessiteux pour leur permettre de vivoter, sans se soucier de leur dignité qui se dégrade de jour en jour. Il faut plutôt leur donner le temps de se prendre en mains et les aider à subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Il faut faire en sorte que les enfants n'aillent pas à l'école le ventre creux et qu'ils aient leur chance dans la vie. Il faut leur enseigner les connaissances qui leur permettront de se tailler une place sur le marché du travail. Ce sont des placements pour l'avenir et, sans eux, il serait vain de vouloir bâtir une économie solide. Comment une société peut-elle aspirer à une économie forte si elle laisse les enfants se débrouiller seuls, le ventre creux, de sorte qu'ils grandissent en marge de cette société, vivant de l'assistance

sociale ou en conflit avec la loi. Ce n'est pas la manière de réduire le déficit.

La méthode adoptée par les conservateurs ne fera que grossir le déficit puisque notre société devra affronter un taux croissant de criminalité et de violence. Le gouvernement a aujourd'hui le choix: aider à créer de futurs contribuables à revenu élevé ou reproduire un autre cycle de pauvreté. En plafonnant le Régime d'assistance publique du Canada, il a opté pour la pauvreté.

Mettons en oeuvre un programme national de garderies dès maintenant. La qualité et l'accessibilité, à prix abordable, de garderies au Canada détermineront ultimement le genre d'avenir que connaîtront nos enfants à l'âge adulte, pas cette fixation qu'a le gouvernement actuel pour des plans inefficaces de réduction de la dette.

Bien des femmes sont refusées aux refuges pour femmes battues. Les enfants ne reçoivent donc pas l'aide dont ils ont besoin. Le gouvernement a plafonné le Régime d'assistance publique du Canada dans trois provinces. Or, les enfants de ces provinces ont des besoins aussi criants que les autres. Les femmes battues et exploitées ont tout autant besoin d'un refuge que les femmes maltraitées des autres régions du pays. Il est temps que le gouvernement prenne acte de ces préoccupations et qu'il revienne sur sa décision, incorrecte, de réduire les paiements de transfert aux provinces.

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social): Monsieur le Président, je sais que la députée de New Westminster—Burnaby est au courant, mais je veux dire à la Chambre ou peut-être simplement rappeler que le 15 août, le gouvernement a réaffirmé son engagement à mettre un terme à la violence faite aux femmes, en annonçant la création d'un groupe d'étude sur cette question. La députée a certainement consacré beaucoup de temps et d'effort pour que soit créé ce groupe. Il réunira les personnes qui, au Canada, connaissent le mieux la question, les figures de proue dans le domaine, et il sera coprésidé par Pat Marshall de Toronto, en Ontario, et par Marthe Asselin-Vaillancourt, de Jonquière, au Québec. Il s'agit de coprésidentes très compétentes.

Le groupe est chargé d'étudier le problème de la violence faite aux femmes en établissant un dialogue interactif, ouvert et réalisé à la base. Il se rendra dans de grandes villes et de petites localités canadiennes pour essayer de rejoindre tous les intéressés, y compris les victimes de cette violence, les travailleurs de première ligne, les travailleurs sociaux, les dispensateurs de soins